

PRÉFET DU VAL DE MARNE

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES MOYENS

BUREAU DE LA LOGISTIQUE ET DU PATRIMOINE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

**MARCHE PUBLIC DE CONCEPTION-REALISATION
POUR LA RENOVATION ENERGETIQUE DE L'INSTALLATION DE CHAUFFAGE
ET LE REMPLACEMENT DES MENUISERIES EXTERIEURES DU 2ÈME ETAGE
DE LA SOUS-PREFECTURE DE NOGENT SUR MARNE**

MARCHE PUBLIC A PROCÉDURE ADAPTÉE
(selon les articles L.2171-1 et L.2171-2 du Code de la Commande publique)

Opération réalisée avec le soutien de l'Etat « Plan de Relance »



DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :
LUNDI 12 AVRIL 2021 à 14h00

SOMMAIRE

- 1.1 Objet du marché**
- 1.2 Forme du marché (allotissement – prestations supplémentaires éventuelles) PSE**
- 1.3 Pièces constitutives du marché**
- 1.4 Durée du marché et calendrier des interventions**
- 1.5 Éléments de mission**
- 1.6 Secret professionnel**
- 1.7 Défaillance du titulaire - Résiliation**
- 1.8 Pénalités**
- 1.9 Recours à la sous-traitance**
- 1.10 Paiement**
- 1.11 Prix**
- 1.12 Constitutions garanties financières**
- 1.13 Assurances**
- 1.14 Contacts**
- 1.15 Renseignements complémentaires**
- 1.16 Litiges**

1.1 : Objet du marché

Le présent marché, régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), est un marché public de conception-réalisation pour la rénovation énergétique de l'installation de chauffage et le remplacement des menuiseries du 2ème étage de la sous-préfecture de NOGENT SUR MARNE.

Le projet sera traité en groupement d'opérateurs économiques (co-traitants), constitué au minimum d'un Bureau d'Etudes Thermiques et d'entrepreneurs du Bâtiment pour la réalisation, ou d'un opérateur économique en mesure d'assurer le bureau d'études et la réalisation des travaux.

Le terme « titulaire du marché », nommé dans les différentes pièces, sera donc un groupement d'opérateurs économiques (co-traitants) ou un opérateur économique réunissant bureau d'études et entreprises du Bâtiment.

Le groupement peut être solidaire ou conjoint. Si le groupement est conjoint, le maître d'ouvrage impose que le Bureau d'Études soit le mandataire.

Adresse du site :

Sous-préfecture de Nogent sur Marne
4 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny
94130 NOGENT SUR MARNE

Ce marché, à procédure adaptée, est soumis aux dispositions du Code de la Commande Publique relatives aux marchés publics de conception-réalisation (articles L.2171-1 et L.2171-2).

Les obligations spécifiques confiées au titulaire sont décrites dans le Programme de la Mission.

La mission d'OPC (Ordonnancement, Pilotage, Coordination) pourra être confiée à un prestataire extérieur.

1.2 : Forme du marché (allotissement – prestations supplémentaires éventuelles PSE)

Pour garantir la liberté d'accès à la commande publique, l'égalité de traitement des candidats et le principe de transparence des procédures, le présent marché fait l'objet d'une publicité sur :

- la plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence MPG-2021-01
- sur le site Internet de la Préfecture du Val de Marne : <https://www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Avis-d-appel-d-offres>
- Sur le site du MONITEUR (Journal d'Annonces Légales) et dans le journal

Il n'y a pas d'allotissement dans le cadre d'un marché de conception-réalisation (article 2171-1 du Code de la Commande Publique), ni PSE.

1.3 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont :

- L'Acte d'Engagement (ATTRI1) et ses 3 annexes à compléter
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le programme de la mission
- Le calendrier prévisionnel
- La lettre de candidature (DC1) à compléter, si candidature hors Document Unique de Marché Européen (DUME)
- La Déclaration du candidat (DC2) à compléter, si candidature hors Document Unique de Marché Européen (DUME)
- Diagnostics (environnementale et énergie, documents annexes, audits énergie)
- Certificat de non-opposition DP
- Avis ABF (Architecte des Bâtiments de France)

En cas d'absence de note méthodologique, l'offre sera rejetée.

La Préfecture du Val de Marne se réserve le droit d'apporter au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

1.4 : Durée du marché et calendrier des interventions

Calendrier des interventions :

PHASE 1 (conception/études)

La mission études avec une assistance générale lors des différentes phases suivantes débutera en mai 2021

PHASE 2 (réalisation et réception)

Les travaux de la chaufferie seront réalisés entre juin 2021 et octobre 2021 avec réception partielle

PHASE 3 (réalisation et réception)

Les travaux de menuiseries du 2ème étage seront réalisés entre juin 2022 à octobre 2022 avec réception partielle et totale.

Le présent marché prendra fin à l'issue de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).

Une retenue de garantie de 5 % s'applique sur la totalité du marché global (études et travaux).

La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 18 mois dont 4 mois de préparation de chantier à compter de la notification de l'Ordre de Service (OS) toutes phases confondues.

Rendez-vous de chantier et réunions de pilotage

Le titulaire est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier fixés par le maître d'ouvrage une fois par semaine. L'absence du titulaire à un rendez-vous de chantier donne lieu à la pénalité prévue à l'article 1.8 du présent C.C.A.P.

Les comptes rendus des réunions de chantier sont établis par le titulaire et envoyés au maître d'ouvrage, ainsi qu'à tous les intervenants concernés.

Le titulaire doit, par ailleurs, assister aux réunions de pilotage prévues par le pilote, à peine de la même sanction, fixée par l'article 1.6 du présent C.C.A.P.

Les comptes rendus des réunions sont établis par le mandataire et adressés par lui au candidat ou groupement et au maître d'ouvrage.

1.5 Eléments de mission

Le marché de conception-réalisation sera décomposé suivant les phases suivantes :

PHASE 1 :

- Etudes d'avant projet sommaire / diagnostics
- Etudes d'avant projet
- Etudes de projet
- Etudes d'exécution
- Suivi et réalisation des travaux
- Assistance aux opérations de réception

PHASE 2 :

- Commande matériels
- Préparation et installation de chantier
- Travaux
- Réception partielle

PHASE 3 :

- Commande de matériels
- Préparation et installation du chantier
- Travaux
- Réception partielle et totale du chantier

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat, il s'engage sur des résultats précis et vérifiables, sauf cas de force majeure.

Dans le cas contraire, la retenue de garantie pourra être bloquée jusqu'à l'obtention des résultats et engagement attendus.

1.6 Secret professionnel

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

1.7 : Défaillance du titulaire - Résiliation

Le titulaire du marché s'engage, de façon expresse, pendant la période d'exécution du marché, à réaliser les prestations selon les prescriptions décrites dans le présent cahier des charges ainsi que dans le programme de la mission.

En cas de défaillance du titulaire du marché, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché suivant les modalités de l'article 46 du CCAG travaux (2009) et des articles 35 à 39 du CCAG Prestations Intellectuelles en cours (2009).

1.8 : Pénalités

Pénalités pour retard :

Les taux s'appliquent au montant de l'ensemble du présent marché, dans les conditions prévues à l'article 20.1 du C.C.A.G. Il est de 1/3000 sur la valeur marché.

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :

Les stipulations du C.C.A.G. sont seules applicables.

Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution :

Pénalités sur le DOE non remis en temps et en heure : 5/1000 par jour de retard

Pénalités diverses :

Absence aux réunions de chantier : 150 euros par absence

1.9 : Recours à la sous-traitance

La sous-traitance totale du marché est interdite.

Conformément aux articles R.2193-1-2-3-4 du Code de la Commande Publique, le titulaire ou groupement du marché pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché « à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante l'acceptation du sous-traitant et de ses conditions de paiement directes éventuelles ».

Le candidat qui s'appuie sur des sous-traitants devra fournir, dans son offre, un document détaillant les tâches sous-traitées et les conséquences pour l'acheteur, notamment en ce qui concerne les interlocuteurs que le pouvoir adjudicateur devra solliciter pour toute demande.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre (articles R.2193-1 et 2 du Code de la Commande Publique)

Le soumissionnaire fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant l'ensemble des informations suivantes :

- 1° La nature des prestations sous-traitées ;
- 2° Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- 3° Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- 4° Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- 5° Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives des sections 1 et 2 du chapitre 1er du titre IV.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché (articles R.2193-3 et R.2193-4 du Code de la Commande Publique) :

Le titulaire remet au maître d'ouvrage, un acte spécial de sous-traitance (DC4) contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1. Ce formulaire est téléchargeable à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre 1er du présent titre s'appliquent, soit l'exemplaire unique ou le

certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

EN CAS DE SOUS-TRAITANCE NON DECLAREE ET/OU APPROUVEE PAR LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR, LE MARCHE POURRA ETRE RESILIE AUX TORTS EXCLUSIFS DU TITULAIRE (article 46.3 du CCAG-Travaux) et des articles 35 à 39 du CCAG Prestations Intellectuelles en cours (2009).

1.10: Paiement

Le règlement s'effectuera par virement à terme échu conformément à la réglementation de la comptabilité publique en vigueur.

Le N° EJ est à rappeler dans toute correspondance relative à la commande. Il sera indispensable à la mise en paiement de votre facture.

Les factures peuvent être saisies directement en ligne sur le portail CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://www.chorus-pro.gouv.fr>

Je vous rappelle par ailleurs que la facture, outre les mentions légales, doit comporter :

- * le numéro de bon de commande (EJ)
- * la référence du service exécutant de la dépense (FAC7500075)
- * les références du compte bancaire sur lequel vous souhaitez voir virer le paiement correspondant.

Une copie de chaque facture devra être adressée obligatoirement à :

*maxime.alphonse@val-de-marne.gouv.fr
et
marie-laure.kout@val-de-marne.gouv.fr*

Une fois la facture validée par le maître d'ouvrage, l'entreprise transmettra sur la plateforme CHORUS ladite facture pour paiement.

Le comptable assignataire des paiements est la Direction Régionale des Finances Publiques - Service facturier 2 - Dépense -16 rue Notre Dame des Victoires - 5^{ème} étage – 75081 PARIS CEDEX 2.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum, à compter de la réception de la facture par la personne publique, et à condition que ce document soit recevable. Le défaut de paiement, en l'absence du rejet de la facture, ouvre le droit au règlement d'intérêts moratoires.

Délais de règlement

Le délai de paiement est fixé à trente jours pour les pouvoirs adjudicateurs (article R.2192-10 du Code de la Commande Publique).

Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Conformément aux articles R.2192-32 et R.2192-35 du Code de la Commande Publique, des intérêts moratoires avec une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement peuvent s'appliquer.

1.11 : Prix

Le montant du marché est global et forfaitaire pour la durée du marché.

Les prix indiqués sur l'Acte d'Engagement (ATTR11), accompagné de ses 3 annexes, sont fermes et définitifs.

Le candidat est informé que le marché sera conclu dans l'unité monétaire EURO.

Le prix inclut toutes les dépenses, frais et coûts directs ou induits, sans exception, liés au chantier et à l'exécution des travaux.

Le prix inclut le coût des assurances à la charge du titulaire du marché.

Celui-ci est réputé avoir veillé, lors de son étude, à la cohérence des pièces techniques. Le titulaire est tenu de signaler pendant l'étude de son prix toute erreur, omission ou incohérence éventuelle entre ces pièces.

Si le titulaire désire effectuer des sondages in situ, il en demande l'autorisation au maître d'ouvrage et fait connaître les modalités de son intervention pour éviter des dommages au terrain ou à l'immeuble.

Le titulaire ne peut, après l'acceptation par le maître d'ouvrage de son engagement, faire état d'erreurs, omissions ou incohérences entre les documents du marché pour n'exécuter qu'une prestation incomplète, modifiée ou non conforme aux règles de l'art.

Le titulaire prévoit dans son prix les frais concourant à la mise en œuvre de toutes mesures réglementaires protectrices de la santé, de l'hygiène et de la sécurité sur le chantier. Il en est notamment ainsi des frais d'établissement et d'application de son plan particulier de sécurité et de protection de la santé, ainsi que des frais inhérents à toute prescription issue de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, comme du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994, relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité lors d'opérations de bâtiment. Le Plan Général de Coordination (P.G.C.) sera remis en début de chantier au titulaire du marché afin qu'il puisse établir son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).

Le titulaire est également réputé avoir inclus dans son offre de prix la totalité des frais d'études, y inclus calculs et plans d'exécution, les frais d'essais et de vérification de tous ordres, les frais liés aux contraintes de réalisation, tels que les frais de constat d'huissier, de relevé et de protection des avoisinants et des existants, qu'ils appartiennent au maître d'ouvrage ou à tout autre, ainsi que le coût de tous ouvrages, équipements, prestations nécessaires à la bonne mise en œuvre et au bon fonctionnement des ouvrages et ce, conformément à tous règlements et normes en vigueur. Le prix de l'entrepreneur inclut les frais de tous tests, essais, épreuves préalables à la réception et, le cas échéant, postérieurs à la réception, pendant la période de parfait achèvement. Le prix du titulaire inclut également les coûts induits par tout cahier des charges prévoyant un règlement de chantier auquel le maître d'ouvrage est soumis, ainsi que, d'une manière générale, les frais afférant à la mise en œuvre des pièces contractuelles.

L'offre du titulaire inclut, conformément aux dispositions des clauses particulières du marché, le coût de traitement et d'évacuation de ses déchets comportant de l'amiante, du plomb ou tout autre élément polluant dont le traitement et la mise en décharge sont spécifiquement réglementés.

Les travaux supplémentaires ou modificatifs ne peuvent donner lieu à une modification des prix unitaires et forfaitaires figurant au marché que s'ils sont expressément acceptés par le maître d'ouvrage, par avenant.

L'offre du titulaire comprend toutes les dépenses, taxes, impôts, frais généraux au titre du chantier et, plus généralement, du marché.

1.12 : Constitutions garanties financières

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée conformément à l'article R.2191 du Code de la Commande Publique sur les 2 phases réalisation, la phase conception étant concernée par la Garantie de Parfait Achèvement (GPA)

Substitution d'une caution à la retenue de garantie

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une caution personnelle et solidaire.

En ce cas :

- le montant de la caution personnelle et solidaire doit être égal à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace ;
- son objet doit être identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace ;
- la caution doit être choisie parmi les établissements agréés par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L 612-1 du code monétaire et financier ou par le comité des entreprises d'assurances mentionné à l'article L. 413-1 du code des assurances. En tout état de cause, le maître d'ouvrage peut récuser l'établissement présenté pour être caution.

En outre, afin que le cautionnement présente, pour le maître de l'ouvrage, les mêmes avantages que la retenue consignée, la caution personnelle et solidaire doit subsister notamment si le titulaire est placé en redressement ou liquidation judiciaire.

La caution personnelle et solidaire doit être constituée, au plus tard, à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte mensuel sur le prix. A défaut, la retenue de garantie est appliquée sur l'ensemble du montant du marché.

En cas d'avenant modifiant l'acte d'engagement et les annexes financières, le montant de la caution personnelle et solidaire doit être modifié à due concurrence. A défaut, la retenue de garantie est appliquée sur l'ensemble du montant de l'avenant.

Dans l'hypothèse où, du fait notamment du montant de sommes dues au(x) sous-traitant(s) payé(s) par délégation(s) de paiement, le montant des sommes dues au titulaire ne permettrait pas de procéder au prélèvement de la retenue de garantie, ce dernier est tenu de constituer une caution personnelle et solidaire. Cette caution doit subsister notamment si le titulaire est placé en redressement ou liquidation judiciaire.

Les frais d'établissement et, le cas échéant, de modification de la caution personnelle et solidaire, sont à la charge du titulaire.

Libération de la retenue de garantie

Jusqu'à la libération de la retenue de garantie ou de la caution en tenant lieu, le maître d'ouvrage peut :

- imputer la retenue de garantie, à due concurrence, sur les travaux qu'il aura du faire exécuter au lieu et place du titulaire pour lever les réserves ;
- demander à la banque caution la mise en jeu de sa caution, en cas d'inexécution par le titulaire des obligations de son marché quant à la levée des réserves.

Les réserves sont celles consignées par le procès-verbal de réception.

A l'expiration du délai d'un an à compter de la réception, les sommes consignées sont versées au titulaire. Si la retenue de garantie a été remplacée par une caution, cette caution est libérée, même en l'absence de mainlevée, sauf si le maître de l'ouvrage a notifié au titulaire et/ou à la caution, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, son opposition motivée par l'inexécution des obligations de celui-ci.

La retenue de garantie ou la caution en tenant lieu ne produit pas d'intérêt pour le titulaire, jusqu'à sa libération dans les conditions ci-dessus.

1.13 : Assurances

Le titulaire devra, à compter de la notification du marché, justifier qu'elle :

- est couverte conformément à la police d'assurance,
- est à jour de ses cotisations

Cette attestation aura moins d'un mois d'ancienneté. Elle doit couvrir sans limite de plafond, les risques découlant :

- de ses travaux,
- de la protection de personnel,
- de la protection des tiers, passants, véhicules et autres ayant autorisation d'accès au chantier ou à ses abords,
- d'une assurance garantissant les tiers et les biens en cas d'accidents ou de dommage causés par l'exécution de ses prestations pendant toute la durée du marché.

1.14: Contacts

Le titulaire pourra s'informer sur les conditions de réalisation de ce marché à la Préfecture de Créteil, en contactant :

Sur les plans technique et administratif :

Préfecture du Val de Marne

Direction des Ressources Humaines et des Moyens (DRHM)

Bureau de la Logistique et du Patrimoine (BLP)

M. Maxime ALPHONSE Tél. : 01 49 56 62 07 fax : 01 49 56 61 75

Mme Alice NOVO : Tél : 01 49 56 61 20

E-mail : maxime.alphonse@val-de-marne.gouv.fr (technique)

ou

alice.novo@val-de-marne.gouv.fr (administratif)

1.15: Renseignements complémentaires

Les travaux se dérouleront du lundi au vendredi inclus de 08h00 à 18h00, conformément à la réglementation sur les nuisances sonores apportées aux avoisinants.

Pour ce qui concerne les éventuelles interventions les samedis, l'entreprise devra préciser le chiffrage jour.

1.16 : Litiges

En cas de différend concernant l'exécution des marchés, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir aux Comités Consultatifs de Règlement Amiable (CCRA) des différends relatifs aux marchés.

Les CCRA, qui peuvent être national ou locaux, ont pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue de proposer une solution amiable et équitable aux différends relatifs à l'exécution des marchés.

* Organe chargé des procédures de médiation :

Le médiateur des entreprises – Ministère de l'Economie

100 rue de Richelieu 75002 PARIS

Email : formulaire de contact sur le site : www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises -
tél 01 53 17 89 55 - fax : 01 53 17 87 92

La juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Melun 43, rue du Général de Gaulle 77000 MELUN (tél 01 60 56 66 30).
